

## **Allocution de Karine Franclet, Maire d'Aubervilliers**

En hommage à Samuel Paty,  
professeur, assassiné le 16 octobre 2020  
pour avoir enseigné la liberté d'expression

*Mercredi 21 octobre 2020 – 12 h*

*Place de l'Hôtel de Ville*

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

C'est le cœur lourd, très lourd, que nous nous retrouvons. Ce sentiment, nous le connaissons. Nous l'avons partagé à de trop nombreuses reprises ces dernières années.

Aujourd'hui, ce n'est pas que le Maire d'Aubervilliers qui se tient à vos côtés. C'est aussi la citoyenne. La citoyenne profondément blessée par le meurtre de Samuel Paty, professeur d'Histoire-Géographie au collège du Bois d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine. Un enseignant attentif, ouvert et apprécié pour la qualité de son travail.

Son « tort » ? Avoir dispensé à ses élèves un cours sur la liberté d'expression.

Son « tort » ? Avoir fait son métier.

Son « tort » ? Enseigner.

En s'attaquant à un enseignant, ce vendredi 16 octobre, c'est l'Ecole de la République qui a été attaquée. L'Ecole de la République dans son universalité. L'Ecole de la République dans sa diversité, ouverte à toutes et à tous, sans distinction d'origine ou de croyance. Aucune

autre institution n'incarne à ce point la France, notre République, ses valeurs.

Ce jour-là, c'est le savoir, la connaissance, l'échange, le sens critique et le dialogue qui ont été ciblés. C'est un modèle de société fondé sur la *Laïcité* et la *Raison* qui est menacé.

Toutes ces valeurs émancipatrices qui font de nous, chaque jour, des Citoyens.

Cette liberté de croire ou de ne pas croire, dans le respect de l'autre, de discuter, de remettre en question, effraie. Elle effraie car la haine, le rejet et la division prospèrent sur le terreau de l'ignorance et de l'obscurantisme.

Déjà, lors des grandes lois sur l'enseignement public et laïc de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les députés Républicains exprimaient leurs craintes face aux aspirations politiques de certains groupes religieux. Pour Jules Ferry, il revient alors au gouvernement « d'assurer de la manière la plus scrupuleuse [...] la neutralité de l'école ».

Pourtant, plus de cent ans après, notre école de la République est menacée par une radicalité, une intolérance religieuse et une violence inédite.

Pour l'ancienne principale de collège que je suis, je mesure l'inquiétude de la communauté éducative, sa colère.

Elle est légitime. N'oublions pas que depuis novembre 2015, Daesh proférait des menaces contre le système éducatif français et menaçait de mort les enseignants.

Je connais l'importance des missions qu'accomplissent nos professeurs et l'ensemble du personnel de l'Education nationale. Je peux mesurer leur difficulté et je sais aussi leur détermination.

Je profite de ce moment d'hommage pour saluer le travail accompli, au quotidien, par tous nos fonctionnaires et par tous nos agents du service public.

Qu'ils soient enseignants, agents hospitaliers et de l'Education nationale, des services sociaux et municipaux, de secours, des membres des forces de l'ordre, de la justice, de l'armée... ils agissent pour l'intérêt collectif et pour servir notre pays et ses citoyens. Tous sont pourtant constamment menacés. Certains le payent de leur vie.

Il est important de les soutenir dans l'exercice de leurs missions.

Enfin, ma pensée va à la famille de Samuel Paty, à ses proches, à ses élèves, à ses collègues, à tous ceux qui de près ou de loin ont été touchés par cet acte ignoble.

Je pense à notre jeunesse, à son avenir.

Je pense à notre pays, à la République.

Face à l'adversité, soyons forts, fiers de nos valeurs.

Nous resterons unis !

Vive la République, vive la France.